

CONSEIL NATIONAL 13 septembre 2012

La situation politique et la campagne contre le traité européen

rapport d'Isabelle De Almeida

Bonjour à tous et à toutes. J'espère que vous avez pu prendre un moment de repos et d'évasion pendant la période estivale après cette année intensive avec les campagnes que nous avons menées. En effet, la situation exige de notre collectif dirigeant et de tous les communistes, beaucoup d'énergie. De l'énergie militante pour mener les batailles, celles contre l'austérité et le traité européen, et celle pour gagner le changement. La rentrée politique, comme on dit, est déjà commencée depuis plusieurs semaines. Les estivales citoyennes du Front de gauche, l'université d'été, les assemblées de rentrée et la préparation de la Fête de l'Humanité participent de cette rentrée.

La situation politique

Il y a aggravation de la crise en Europe, avec la poursuite des logiques austéritaires, des contradictions qui s'aiguisent, des conflits qui demeurent et s'enlisent dans le monde; et en France, après la défaite de la droite, un président et un gouvernement qui annoncent le changement à ceux qui l'ont souhaité pour plus tard, sur fond de politique d'austérité. La situation internationale appelle de notre part vigilance, responsabilité, initiative et solidarité. Vigilance car les dangers de guerre s'accroissent avec les crises régionales et internationales qui portent en particulier sur l'enjeu de la Syrie, sur le nucléaire iranien, ou encore au Mali et la zone sahélo-saharienne. Nous devons continuer à exprimer clairement nos positionnements, tant dans notre refus d'ingérences et de la guerre, que dans l'exigence de solutions politiques, de négociations et d'apaisement des tensions. Être aussi à l'initiative, c'est poser les questions des choix de la France aujourd'hui, en exigeant des ruptures avec les positions atlantistes de Sarkozy. Nous devons demander notamment que notre pays, notre diplomatie prennent des initiatives sur la question de la Palestine. La Fête de l'Humanité sera un grand moment d'expression de solidarité internationale, avec tous les progressistes et démocrates des pays en conflit ou qui veulent et cherchent à s'émanciper des dominations quelles qu'elles soient.

Cet après-midi, je vous invite à accueillir, ici même, des Palestiniens du camp de Sabra et

Chatila au Liban, et à témoigner de notre pleine et entière solidarité avec le peuple palestinien. Vous aurez, aussi, je n'en doute pas, tous à cœur de rencontrer et saluer pendant la Fête Salah Hamouri pour son combat et son engagement pour la liberté.

En Europe

C'est l'aggravation de la crise et en même temps c'est l'accélération vers une intégration européenne libérale. En juin, avec le sommet européen, on nous annonçait le sauvetage des pays européens et l'accord trouvé autour du TSCG, en y ajoutant un volet croissance brandi comme une avancée pour l'Europe et comme un compromis acceptable pour la France.

Mais le constat est là: la crise s'aggrave. Ce sont huit pays de la zone euro qui sont en récession et le FMI prévoit une croissance du PIB de - 3 % pour la zone euro; même l'Allemagne se trouve en difficulté. Les plans d'austérité continuent de s'abattre sur les peuples, entraînant chômage massif, pauvreté et tensions de plus en plus vives, de repli sur soi, de nationalisme (manifestations en Catalogne, chasse aux migrants en Grèce...). C'est pour essayer d'endiguer cette crise de la dette que le président de la BCE (Draghi) a décidé d'envoyer une bouée de sauvetage aux pays en difficulté avec le rachat illimité des dettes publiques des États par la BCE. Comme quoi il y a moyen de bouger sur le rôle de la BCE, même si cela a heurté les principes de l'Allemagne. Mais cela ne sortira pas de la crise les pays qui en feraient la demande, puisque ces prêts seraient conditionnés à des mesures d'austérité drastiques et qu'à nouveau ils passeraient par les banques et les marchés financiers. La bouée de sauvetage ne sera pas suffisante dans la tempête qui risque d'arriver, si on ne sort pas de la spirale dettes-austérité - récession-dettes. Au contraire, si la BCE, comme nous le proposons, intervenait directement auprès des États, sous condition d'investissements utiles pour les besoins sociaux et humains, ce serait un pas en avant pour une sortie de crise. C'est d'ailleurs le sens de la proposition qu'a déposé le PGE auprès de la Commission européenne avec la création d'une Banque publique européenne. Mais la Commission a refusé cette initiative citoyenne sous prétexte



que les conditions juridiques n'étaient pas prévues dans le traité de Lisbonne. Cette réponse constitue un refus de toute expression démocratique pour les citoyens, toute tentative de proposer autre chose que des mesures d'austérité. Le PGE ne compte pas en rester là et portera publiquement dès la Fête de l'Humanité cette question. Et il y a une volonté de plus en plus palpable d'accélérer le processus de ratification du traité Merkozy, pour engager l'Europe vers d'autres étapes: union économique, union politique, quitte à évincer tout débat démocratique et public et sans consulter les peuples. Pour preuve, le Conseil constitutionnel en France a donné son feu vert pour une ratification par le Parlement, sous prétexte que la souveraineté n'était pas atteinte, idem en Allemagne hier avec le MES. Et le même jour, c'est Barroso qui annonce le projet d'union bancaire et lance les futurs chantiers d'union économique et politique, car la crainte, au fond, ce sont les crises politiques et c'est aussi que les peuples s'en mêlent. A ce propos, vous avez dû remarquer comme moi le silence en France autour de la question, le débat est évité. Le président Hollande n'en a pas dit un mot, et on peut penser que le PS veut mettre une chape de plomb sur ce sujet qui suscite débat en son sein, au sein de sa majorité présidentielle et qui pourrait prendre de l'ampleur dans notre pays, comme en 2005. Alors, oui, il y a urgence à faire exister le débat et à faire monter la mobilisation en France contre la ratification du traité européen et pour exiger que le peuple soit consulté. J'y reviendrai.

En France, les clignotants sont au rouge en cette rentrée

Les chiffres du chômage: plus de 5 millions de personnes inscrites à Pôle emploi, dont trois

millions sans aucun travail.

Les inégalités se creusent de plus en plus (dernier rapport de l'INSEE) et le taux de pauvreté touche plus de 14 % de la population, soit 9 millions de personnes, avec de plus en plus de jeunes concernés. Selon une enquête du Secours populaire, 48 % des enfants redoutent la pauvreté!

Au niveau économique, la croissance est nulle au 2^e trimestre, et l'activité économique n'a pas retrouvé le niveau de 2008. C'est d'ailleurs ce que confirme l'Observatoire de l'Économie dans son rapport sur les pertes d'emplois, et pas que dans le secteur de l'industrie; la construction est aussi touchée. Les prévisions de croissance pour 2013 seraient de 0,8 ou de 0,5 %. Et des plans de licenciements sont en cours ou annoncés depuis le début de l'été, ceux qui avaient été mis sous le tapis le temps des élections. C'est ce contexte économique et social très grave d'accélération de la crise qui marque la rentrée. C'est aussi l'offensive menée par les forces du patronat, de la finance, les forces réactionnaires pour faire barrage à toute mesure qui entraverait leurs objectifs de rentabilité; c'est l'artillerie lourde qui est sortie pour faire du chantage aux délocalisations, pour dicter, comme le fait Parisot, ses exigences auprès du gouvernement: coût du travail, compétitivité, tout y passe, et au passage indiquer qu'il fallait signer des deux mains le traité européen sans discuter! C'est aussi la vieille rengaine de la chasse aux riches qui est ressortie avec l'affaire Arnault et la taxation des plus riches! Oui, ils sont décidés à mener une bataille acharnée contre le changement, pour garder leurs privilèges aussi, c'est eux qu'ils nous faut combattre par la bataille d'idées, par la lutte pour gagner la bataille du changement, pour de nouvelles conquêtes, avec tous ceux et toutes celles qui ont rejeté la droite et Sarkozy et mis un bulletin de vote pour que leur vie change et s'améliore. Et la droite aidée par le patronat malgré sa défaite n'en est pas moins anéantie, même si elle est empêtrée dans son problème de leadership. Et elle est à la reconquête des pouvoirs (municipales), en position pour la bataille idéologique et pour reprendre le pouvoir, y compris en élargissant du côté du FN, pour engager le pays dans une régression sociale dépassant le bilan du quinquennat Sarkozy avec des coupes drastiques dans les dépenses publiques.

Le gouvernement PS et la majorité, après avoir voté quelques mesures de justice fiscale pour reprendre aux plus nantis les privilèges accordés par la droite - et nos parlementaires ont voté le collectif budgétaire tout en précisant qu'il fallait se donner d'autres leviers et marges de manœuvre pour sortir le pays de la crise - est en position de recul par rapport aux discours tenus pendant la campagne, et en début d'été, contre la finance et contre

l'austérité. Face à l'aggravation de la crise, les chiffres du chômage, les plans de licenciements, et aux impatiences traduites par les sondages, il a décidé d'accélérer l'action et le calendrier des réformes, avec la session parlementaire avancée de quinze jours et des mesures phares du programme de Hollande (emplois, avenir...).

Passer à l'action, certes pourquoi pas, au vu de la situation, mais les annonces de ces derniers jours, à l'opposé des discours contre l'austérité, contre le monde de la finance sont lourdes d'inquiétudes pour le pays, les salariés et leurs familles. C'est le chemin de la rigueur, de l'austérité qui est annoncé avec un véritable choc budgétaire (les ménages paieront deux fois : impôts et moins de services publics, y compris pour les collectivités locales). C'est dans la logique de la réduction des déficits (30 à 35 milliards d'euros) pour atteindre les 3 % de déficit que le Président engage son agenda du redressement, laissant croire que dans deux ans, il y aura croissance et redistribution, alors que partout où c'est cette politique qui est appliquée, ça ne marche pas ! La compétitivité serait la solution pour développer notre économie et booster la croissance : flexisécurité et réduction du coût du travail, le financement de la protection sociale non plus uniquement fondée sur les richesses créées par le travail (CSG et autres taxes seraient activées). Ce serait un compromis historique ! Mais ce serait un recul historique pour le monde du travail, le modèle du consensus, de la négociation qui prendrait le pas sur la loi ; c'est l'effort partagé plutôt que le modèle de la solidarité qui est prôné ! Et c'est aussi le renoncement face au patronat, en acceptant les plans de licenciements chez PSA et Doux, tout en pointant que les seuls responsables de la situation, ce sont les directions, les actionnaires ! Après les discours musclés du début de l'été du ministre du Redressement productif, sans toutefois agir pour interdire les licenciements boursiers comme nous ne cessons de le demander (dépôt de la loi) et pour donner des nouveaux droits aux salariés, c'est de la déception et de la colère qui s'expriment d'abord chez les salariés de ces entreprises. C'est aussi de la détermination à poursuivre la lutte pour l'emploi et l'industrie, à défendre leurs projets alternatifs et à se rassembler, comme le 29 septembre avec le rassemblement prévu pour la défense de PSA à Sanofi à Toulouse, etc. Le 9 octobre, les syndicats de l'industrie européens mobilisent pour l'emploi et l'industrie dans toute l'Europe. En France, ce sont sept grandes manifestations qui se préparent dans les régions. Cependant, sur le front syndical, les positions prises par le secrétaire général de la CFDT (compétitivité, coût du travail, financement de la protection sociale et acceptation du traité européen) risquent d'être un frein pour la mobilisation des salariés dans la lutte et dans les futures négociations sur le marché du travail.

Aussi, la manifestation des salariés en lutte, samedi, pendant la Fête de l'Humanité prend toute son importance et peut être un grand moment de rassemblement et d'espoir. Au-delà, nous pouvons et devons nous poser les questions : Comment les gens, les salariés qui ont viré la droite et mis le bulletin de vote du changement, qui, même s'il n'y avait pas d'illusion sur de grandes ruptures, sur des avancées majeures, réagissent ? Comment est entendu ce discours de l'effort, du serrage de ceinture, alors que les premières préoccupations sont l'emploi, le pouvoir d'achat ? Des premiers sondages indiquent qu'il y a une baisse de ceux qui acceptent de faire un effort dans cette période de crise (67 à 64 %) et ce

sont chez les employés et les ouvriers que ça passe le plus mal : 48 %, et un recul plus fort aussi chez les électeurs socialistes et ceux du Front de gauche. Cependant, dans cette situation, la résignation et la déception peuvent prendre le pas ; aussi nous devons nous situer sur le terrain de l'espoir. Car voyons bien que le FN, avec son discours de défenseurs des plus faibles, accusant l'Europe de tous les maux et l'impuissance des gouvernements successifs à s'opposer à ces injonctions, n'est pas en reste. Ni spectateurs de l'action gouvernementale pour donner les bons et les mauvais points, ni parieur d'un échec du gouvernement, signifiant que tout changement serait impossible à réaliser, ce serait un piège pour l'avenir. Ce n'est pas pour cela que nous avons participé à la création du Front de gauche, et que nous voulons développer cette démarche. Au contraire, il nous faut dire aux gens qu'ils ont eu raison de se débarrasser de la droite et de vouloir le changement, et qu'avec eux nous ne voulons pas y renoncer. Dire aussi que c'est de haute lutte, par leur intervention et leur mobilisation, que les changements attendus pourront être arrachés. Nous avons su, pendant les campagnes, faire renaître l'espoir à gauche en alliant un haut niveau d'exigences, fondées sur l'intérêt populaire, à une pratique politique permettant à chacun d'en devenir acteur. Nos campagnes ont redonné confiance en la capacité collective pour peser sur le cours des événements.

Nous ne partons pas de rien. Le potentiel, les hommes et les femmes qui se sont engagés existent, sont là, il faut leur permettre de se mettre en mouvement. Et puis, c'est aussi le récent sondage qui indique que 42 % des Français souhaitent que les idées du Front de gauche soient mieux prises en compte par le gouvernement ; pour 25 % d'entre eux (28 % pour les ouvriers), c'est le FG qui défend le mieux les salariés. Cela nous montre que des potentiels existent pour engager les mobilisations.

J'en viens à nos batailles à engager en priorité

Elles pourraient avoir comme fil conducteur, comme fil rouge, le combat contre l'austérité pour sortir de la crise (comme le dit notre pétition que nous allons faire signer massivement pendant la Fête). Il s'agit bien sûr de montrer en quoi l'agenda, le plan de redressement du Président n'est en rien réaliste, qu'il ne tient pas économiquement. D'ailleurs, nombreux sont ceux qui parmi des économistes et autres l'expliquent aussi, tel que Joseph Stiglitz récemment dans une interview, que je vous conseille de lire. C'est sur toutes les réformes, les mesures annoncées (l'agenda du gouvernement : commissions, missions, assises, conférences sur divers su-

jets est fourni d'ici fin 2012), qu'il nous faut travailler à des propositions concrètes et faisables, et mener les batailles pour arracher des améliorations (exemple emplois d'avenir). Il y a le travail parlementaire à mener en lien avec le Parti, le Front de gauche et ceux et celles qui veulent s'engager dans cette volonté de conquêtes et travailler à des majorités d'actions.

Nous pourrions définir quatre grands axes de batailles :

- **L'emploi** et la sécurisation des parcours professionnels, et les outils pour développer l'emploi et l'industrie (banques, crédit), un argumentaire est à disposition et la cellule de veille et d'action mise en place en juillet va poursuivre son travail en lien avec les fédérations, les régions.

- **La protection sociale**, son financement : déjà un appel est en cours.

- **Les débats budgétaires**, dont ceux des collectivités locales et la réforme fiscale.

- **Le traité européen**. Notre campagne, notre engagement dans la bataille sur le traité européen. C'est une bataille qui ne date pas d'aujourd'hui : il y a eu nos interventions et nos propositions, notamment lors des campagnes et les pétitions lancées cet été ; et ce sont 72 % des Français qui souhaitent être consultés sur le traité. Il nous faut la situer dans notre combat contre l'austérité et en lien avec les luttes et les questions locales (ex. : école, rentrée et budget). Une campagne à engager rapidement : il faut expliquer le contenu du traité et ses conséquences. Pour cela, organisons, avec d'autres, des réunions d'explications du traité (assemblées citoyennes), son contenu, ses conséquences pour les citoyens, les salariés et le pays. Cela peut se multiplier dans les quartiers, les communes, les entreprises. Pour aider à ce travail, le livre de Patrick Le Hyaric : *L'Europe des peuples nous appelle !*, ainsi qu'un argumentaire.

Pour gagner, il faut créer les conditions de rassembler le plus largement possible tous ceux et toutes celles (personnalités, responsables, élus...) et toutes les organisations qui s'expriment contre l'austérité et critiquent le traité européen. Rappelons-nous que c'est ainsi qu'en 2005 nous avons procédé pour faire grandir le refus par le vote du TCE et pour exprimer que d'autres choix sont possibles. Il s'agit de permettre la coorganisation de cette mobilisation, avec des organisations et des citoyens, au-delà des orgas qui participent du Front de gauche. L'appel signé par plusieurs organisations, le 7 septembre, permet de donner un caractère unitaire. Il est ouvert et peut se développer dans les départements, localités, communes, entreprises : solliciter la création de « comités » pour refuser l'austérité, refusons le traité européen et exi-

geons un débat public et la consultation ». Il faut nous adresser à tous ceux et toutes celles qui ont participé aux campagnes (re-mettons en route les Assemblées citoyennes). Engager un travail de rencontres (collectives ou individuelles) des responsables ou de militants d'organisations syndicales, associatives, de responsables et militants politiques de gauche, des citoyens engagés, pour leur proposer de s'engager. Appuyons-nous sur les prises de position de certains responsables du PS et d'EELV, des syndicalistes (la CGT va aussi faire un travail d'explications auprès des salariés). Remarque : certaines organisations ou personnes n'exigent pas la tenue d'un référendum pour des raisons diverses, mais sont contre la ratification du traité. Il ne faut pas les exclure du rassemblement. Interpeller les parlementaires PS, EELV de son département pour leur demander de ne pas ratifier le traité.

Engager une campagne de visibilité avec des points de rencontre sur les lieux publics et devant les entreprises : avec affiches, la pétition de *l'Humanité* et le tract, et tenir des conférences de presse les plus larges possible dans les composantes et sensibilités progressistes.

Une mobilisation à caractère national

La manifestation du 30 septembre décidée par le collectif d'organisation ayant signé l'appel, il nous faut la préparer, la faire connaître et nous devons la construire pour donner envie de poursuivre la mobilisation contre l'austérité en France et en Europe, en sortir avec l'espoir. Nous avons des points d'appui, des potentiels pour engager ses batailles : un collectif militant mobilisé. La rentrée est déjà bien démarrée : Estivales du Front de gauche, la participation d'environ 1 200 personnes aux Estivales citoyennes avec plus de 60 ateliers, le meeting européen de grande tenue et le meeting de clôture démontrent une envie de poursuivre la dynamique du Front de gauche, d'échanges dans la diversité, d'éducation populaire et d'engager des batailles unitaires. Nous y avons apporté notre contribution avec les intervenants et une mobilisation intéressante des communistes, malgré une préparation un peu précipitée et des dates un peu compliquées dans notre calendrier.

Il y a débat sur la stratégie du Front de gauche, sur l'avenir du FG et il faut le mener dans la clarté et dans les prises d'initiatives. La Fête de l'Humanité, avec le stand du FG, et les assemblées citoyennes qui reprennent, le rendez-vous du Front des luttes y participent. L'université d'été : pleine d'énergie militante, avec 750 participants, dont beaucoup de nouveaux adhérents, les initiatives du PCF, même s'il y a eu une activité un peu ralentie cet été, les AG de rentrée se tiennent avec de la participation et de l'envie de mobilisation, les fêtes de section..., le renforcement (adhésions) et le placement de la vignette où nous avons su rattraper le retard pris montrent le potentiel de notre collectif.

La Fête de l'Humanité

C'est la Fête après la défaite de la droite et de Sarkozy. Ce doit être le rendez-vous de tous ceux et toutes celles qui veulent mener la bataille pour le changement tout de suite, contre l'austérité, pour sortir de la crise. Ce doit être l'accélérateur de la campagne contre le traité, l'expression populaire de cette mobilisation contre les politiques d'austérité. Ce doit être un lieu d'espoir ! Je vous souhaite une très bonne Fête de l'Humanité ! ✪

Pierre Laurent aux côtés des salariés en lutte à la Fête de l'Humanité



Jean-Luc Gibelin – Seine-Saint-Denis

Le financement de la protection sociale est une des questions sociales et politiques de la rentrée. Le débat est indispensable. Il ne faut pas laisser la CSG comme seule solution, nous portons la cotisation comme financement. Avec la cotisation sur les revenus financiers nous combattons l'idée que la CSG serait avec un périmètre plus large. Une brochure sur le financement sera disponible rapidement pour aider au débat. Nous lançons un appel pour la Sécurité sociale. Il y a une offensive du monde « assurantiel » sur les jeunes et sur la perte d'autonomie. Nos propositions sont d'actualité.

Nelly Faton – Jura

Les initiatives de proximité montrent que les gens veulent être informés sur le TSCG. Cela concerne tout milieu avec une grande diversité. Il faut développer ces initiatives. Les gens sont heureux de retrouver le Front de gauche dans l'action. L'inquiétude est là. L'état d'esprit général semble marqué par la désillusion par rapport au changement. Un comité contre la ratification s'est créé avec objectif premier la manifestation du 30 septembre, donc travailler pour rassembler le plus possible pour réussir.

Fabien Guillaud-Bataille – Val-de-Marne

La question du positionnement de notre parti est encore à éclairer en interne, dans le Front de gauche et la population. Il nous faut reprendre les termes développés par P. Laurent en cette rentrée. Faire réussir le changement maintenant... Entre attente et désenchantement, entre déception, colère et fatalisme, c'est un chemin pour notre parti et le FG. Maintenant c'est quand? Hollande dit un an pour inverser la courbe du chômage, c'est un an encore de dégradation. Sur les Roms, on a besoin d'une bataille pour une intervention européenne. Il faut battre en brèche le « toute la misère du monde ». Enjeu de la bataille du traité à lier avec l'importance de la bataille « pour sortir de la crise : sortir de l'austérité ».

Françoise Guiche – Seine-Saint-Denis

Le soulagement d'en avoir terminé avec N. Sarkozy laisse place à la désillusion et au mécontentement. En optant pour la camisole libérale du traité européen, le gouvernement s'interdit de mettre la barre à gauche. Pas de changement sans un mouvement populaire submergeant. Mais ça ne se décrète pas. Les électeurs de F. Hollande ne risquent-ils pas de craindre que se mobiliser contre le pacte budgétaire, c'est être contre le gouvernement? Soyons clairs, nous voulons que la gauche réponde aux espoirs qu'elle a suscités. Nous n'avons pas encore gagné la bataille de l'opinion : la justice sociale est incontournable pour sortir de la crise. Donc, effort d'éducation populaire et poursuite de la démarche de rassemblement du FG.

William Burias – Cantal

F. Hollande s'était engagé à renégocier le traité. Ce qu'il n'a pas fait. Le pacte pour la croissance est l'arbre qui cache la forêt. Il a joué sur l'opposition épidermique de notre peuple à l'orientation libérale de l'UE. Les gens ont intériorisé que le TSCG serait mauvais pour leur vie. Au Parti et au FG, et au nom d'une haute conception de l'UE de montrer qu'une autre voie est possible. L'austérité généralisée et l'autoritarisme de la commission européenne sont massivement rejetés. A nous de porter les exigences populaires. Nous avons l'occasion de prouver l'utilité du FG à d'autres organisations en leur proposant de nous rejoindre dans les « comités pour refuser l'austérité et le traité européen ».

Yves Dimicoli – Paris

Hollande fait de la pédagogie du renoncement : Pour se redresser, il faut continuer à endurer deux ans, avec le traité « Merkozy », un « choc » de baisse du « coût du travail » via la CSG, un « compromis historique » via la « flexicurité » ! Le PCF doit organiser l'action pour le changement, avec des propositions alternatives. Articuler bataille pour un référendum et luttes sociales nationales. Au lieu de la flexicurité, sécuriser l'emploi-formation avec des pouvoirs des salariés et une forte dépense formation ; contre la baisse des « charges sociales », baisser les charges financières avec un pôle financier public changeant le crédit aux entreprises ; contre le pacte budgétaire, un financement des services publics par la BCE...

Pierric Annot – Hauts-de-Seine

Le CN de juin de la JC a été catégorique. Le retour de la

gauche au pouvoir doit être synonyme de conquêtes sociales pour notre génération et la JC veut être l'outil du rassemblement des organisations de jeunesse pour y parvenir. Avec ces organisations, des convergences fortes existent sur l'enjeu de sécuriser l'emploi et la formation et d'en finir avec l'austérité en Europe. La JC va donc multiplier les initiatives pour ce rassemblement et être utile à changer la vie des jeunes maintenant.

Christine Mendelsohn – Bouches-du-Rhône

Avec la ratification du pacte budgétaire et de la règle d'or, les budgets de l'Etat, des collectivités territoriales, Sécurité sociale, entreprises publiques vont être affectés. De plus, en limitant le rôle de la Banque publique d'investissement en France et en refusant la création de la Banque publique européenne, les élites imposent un financement privé pour les investissements aux dépens de l'emploi et de la qualité. Le rassemblement pour empêcher la ratification du pacte budgétaire a pour objectif de sauver le modèle social européen.

André Chassaing – Puy-de-Dôme

Nous sommes dans une bataille idéologique acharnée. L'offensive des forces réactionnaires a des effets sur les choix gouvernementaux avec le risque d'un renoncement durable entraînant déception, colère mais aussi résignation. Rejetons toute posture anticipant un échec qui serait inévitable. Bien au contraire, gardons confiance dans la capacité collective de peser sur le cours des choses. Concrètement, tirons vers le haut le Front de gauche qui doit s'inscrire dans l'action pour le changement maintenant. Soyons à l'initiative de créer des fronts communs, à tous les niveaux, contre l'austérité, pour redresser la France et l'Europe.

Valérie Goncalves – Val-d'Oise

La proposition de loi des tarifs progressifs de gaz et d'électricité culpabilise les ménages dans leur façon de consommer. Ne nous laissons pas enfermer dans le : plus on consomme, plus on paie, car c'est déjà le cas. Les plus pauvres font déjà des économies d'énergie sous la contrainte du pouvoir d'achat. Attention, sous prétexte d'économies d'énergie et de développement des énergies renouvelables, des propositions d'autonomies locales s'installent dans le débat. Cette loi est mauvaise. L'enjeu n'est pas de l'adapter au mieux à travers le vote d'amendements. Il y a un risque de remettre en cause la péréquation tarifaire et l'égalité de traitement. C'est donc l'essence même du service public qui est remise en cause.

Pierre Dharréville – Bouches-du-Rhône

Marseille est dans une situation grave due à l'abandon de l'Etat et aux politiques inégalitaires de la droite. Mais la métropole n'est rien que la mise en œuvre de l'austérité, d'un projet de mise en coupe réglée, de casse de la démocratie locale. (Réfléchissons à la loi PLM). Nous restons sans réponse aux problèmes. Le gouvernement doit affronter la finance. Pourquoi ne pas demander une rencontre des forces de gauche, pour faire monter le débat, en continuant à insister sur l'intervention populaire pour obtenir des victoires. La bataille du référendum va dans ce sens.

Marie-George Buffet – Seine-Saint-Denis

Ce qui doit nous guider pour définir notre positionnement, c'est l'intérêt populaire plutôt que « l'opinion » publique. Nous ne devons pas parier sur l'échec du gouvernement mais montrer notre utilité pour la réussite de la gauche. Ainsi, pour nous les parlementaires, cela veut dire de travailler à faire vivre des choix alternatifs en donnant à voir comment la gauche peut mener une autre politique que celle proposée par le gouvernement. Cela implique de mener de grandes batailles d'idées pour donner de la force à ces choix alternatifs et donc de ne pas être dans le seul accompagnement de ce qui nous est proposé en l'améliorant. Nous en avons un exemple d'actualité avec les emplois d'avenir, où même si nous avons beaucoup amélioré la loi, elle reste insuffisante pour répondre au problème de l'emploi des jeunes. Ou encore sur le dossier PSA où il faut mener là aussi une grosse bataille idéologique face à celle du MEDEF, relayée à droite comme à gauche sur le coût du travail. Et cela va être difficile, mais il faudra aussi que nos votes puissent la refléter et ne pas en rester à des votes pour ou des abstentions. Concernant l'union avec nos partenaires, je voudrais d'abord dire que les frictions sont normales et ont toujours existé, quels que soient nos partenaires. Et plutôt que de ressasser sans cesse les diffi-

cultés, je pense qu'il nous faut au contraire valoriser l'apport du Front de gauche et de ses initiatives, continuer à donner envie de le voir grandir et prendre de la force. Montrer que nous voulons aller dans ce sens et continuer sur cette voie.

Olivier Dartigolles – Pyrénées-Atlantiques

Le collectif national constitué sur la bataille européenne offre un cadre unitaire prometteur pour une belle campagne dans la durée. D'abord réussir la manifestation du 30. Faire monter les enjeux à partir des réalités sociales, des questions qui touchent à la vie quotidienne. Hollande accélère mais sur une orientation qui se résume à une marche forcée pour atteindre les 3 % de déficit dès 2013. Le 6 mai, les Français n'ont pas voté pour cela. Mener des campagnes de contre-propositions, d'actions, de rassemblement. L'avenir du Front de gauche, c'est une dynamique positive, une combativité contre les forces de l'argent, un positionnement pour des avancées et des perspectives. On attend cela de nous.

Dominique Negri – Isère

Ne laissons pas dilapider les 55 % de 2005 ! Les traités européens sont illégitimes en France. Un rapport de force existe pour rejeter les diktats de l'UE, la BCE, l'euro qui appuient les politiques de supra-austérité. Le TSCG n'est que la reprise des critères de Maastricht et de ses « sanctions ». Ils n'ont jamais été appliqués. Ne valorisons pas ce nouveau prétexte politique ! Le vrai abandon de souveraineté, c'est l'euro. Une recomposition à gauche avec ceux qui ont semé l'illusion d'une renégociation avec des Maastrichtiens du TSCG est un contresens. Défendons les positions historiques du PCF contre l'UE des monopoles, contre la monnaie unique, contre l'application des traités et directives.

Francis Wurtz – Bas-Rhin

Concernant notre campagne contre le traité budgétaire, attention à ne pas donner, à notre corps défendant, l'impression d'un « quitte ou double » ! La mobilisation ne s'arrêtera pas le 2 octobre. C'est une bataille de longue haleine. D'autant qu'une « feuille de route » étalée sur une dizaine d'années sera discutée à Bruxelles, dès le 18 octobre puis en décembre. Elle vise, par-delà le traité budgétaire, à organiser une centralisation économique et politique des lieux de décision pour déconstruire les acquis sociaux et démocratiques. Dans ce contexte, nous avons besoin d'initiatives citoyennes, européennes et constructives (alternatives). Donc, surtout pas renoncer à l'« initiative citoyenne européenne » lancée par le PGE et que la Commission européenne vient de refuser !

Frédéric Boccard – Hauts-de-Seine

Face au besoin de changement de fond et à la pédagogie du renoncement, l'enjeu politique est « que faut-il changer exactement ? » On ne peut s'en tenir à une campagne « contre l'austérité », il faut indiquer « pour » quoi. Cela renforce d'ailleurs le « contre ». Quels moyens saisir, quels pouvoirs ? La BCE est au centre des enjeux. Les décisions de Draghi sur le rachat du stock de dettes le confirment mais doivent nous obliger à mettre en cause sa conditionnalité antisociale. Ce qui branche sur des préoccupations exprimées. Et il faut de nouvelles dépenses, avec un tout autre crédit bancaire et avec notre proposition de Fonds européen, financé par la BCE, pour développer les services publics et l'emploi.

Vincent Bony – Loire

La dynamique du Front de gauche se poursuit en cette rentrée et c'est un point d'appui essentiel pour l'action contre les choix austéritaires européens qu'il faut rapprocher des préoccupations populaires. Face à l'offensive idéologique féroce de la droite et du MEDEF, le bon choix à gauche, tout de suite, est à puiser dans l'humain d'abord. Œuvrons à obtenir le changement par la mobilisation consciente à gauche, à l'exemple du dossier de La Poste dont il faut, avec l'ensemble des forces de progrès, les usagers, les agents, reconquérir la vocation et le statut de service public de qualité.

Aymeric Seasseau – Loire-Atlantique

Il y a un paradoxe entre l'état de l'opinion et la très grande urgence politique et sociale, notamment dans le secteur industriel. Nous pouvons engager de grandes batailles, pour gagner par exemple les commandes de Ferries SNCM aux chantiers de Saint-Nazaire pour protéger et développer ces deux entreprises stratégiques à capitaux publics. Industrie, Europe... soyons offensifs dans l'action, dans les luttes et à

tous les échelons institutionnels pour travailler à changer la donne au plus vite quand d'autres sont dans une posture d'attente de l'échec ou de la réussite du gouvernement. Le Front de gauche pèse dans la bataille d'idées, démontrons que nous pouvons gagner des changements concrets.

Michel Ceruti – Lot-et-Garonne

Par leurs interventions à « l'arme lourde » et leurs actions, la droite, le MEDEF et les dirigeants de la Commission européenne ont décidé d'enterrer définitivement le socle social français et européen pour répondre à leur crise du capitalisme financier. Cela nécessite un appel du PCF et du FG à une mobilisation sociale, progressiste, associative, avec l'ensemble des syndicats, associations et partis de gauche en vue de gagner la bataille de la réussite du changement et de l'alternative. Pour y contribuer, remettons sur le bureau de l'Assemblée nationale la proposition de loi d'André Chassaigne, pour l'encadrement des prix agricoles et alimentaires par le coefficient multiplicateur, votée par l'ensemble de la gauche dans la précédente assemblée.

Claude Fainzang – Paris

Stratégie FG : plus que sept députés membres du Parti, après perte de la moitié de nos élus régionaux. L'effacement du PCF continue. Les socialistes ne veulent bouger qu'à la marge. Ils restent arc-boutés sur des positions libérales. Orienter les luttes vers des exigences de rupture et non les renvoyer vers les élections : nationalisations, retraites, salaires, emploi, blocage des loyers HLM, suppression surloyers... La préparation du congrès doit laisser le temps aux communistes de discuter et décider sur la stratégie du FG et l'effacement du PCF, et d'apprécier les dégâts de plus de vingt ans de mutation. Face à la crise structurelle du capitalisme, le peuple a besoin d'un PCF menant la lutte des classes.

Jean-Marc Durand – Drôme

L'efficacité de la campagne pour un référendum contre le TSCG implique de l'articuler à des batailles concrètes sur les enjeux du quotidien. Parmi eux l'emploi et les salaires qui sont des axes structurants d'une transformation sociale radicale et du rapport de force à gauche, notamment avec notre proposition de SEF. A la veille du PLF 2013, cette question est au cœur de la politique budgétaire, outil fort d'impulsion économique. C'est pourquoi la réforme fiscale doit non seulement s'attacher à rétablir plus de justice, mais à permettre à la fois

une autre utilisation des recettes nouvelles (services publics, bonification du crédit) et surtout une nouvelle manière incitative car modulée de calcul de ces recettes.

Elisabeth Gauthier – Essonne

Notre posture politique pourrait se résumer par triptyque : Pleinement utiliser meilleures conditions pour luttes après sortie Sarkozy ; développer systématiquement un programme de gouvernement alternatif à gauche ; intensifier action et construction Front de gauche. Dans le contexte de crise particulièrement profonde et existentielle en Europe, besoin également d'initiatives en faveur de dynamiques sociales et politiques, de nouvelles alliances élargies pour refonder UE. Processus vers un « sommet alternatif » s'est engagé et pourrait constituer événement européen à Athènes au printemps 2013. Afin d'exprimer convergence et ambition de refonder UE. Chemin concret pour articuler mobilisations au niveau national et européen.

Alain Pagano – Maine-et-Loire

Technicolor Angers : 350 emplois menacés. Les élus locaux PS gesticulent à la sauvegarde de l'emploi. Chiche ? Le PCF met à disposition de tous (y compris des députés PS locaux) sa proposition de loi contre les licenciements boursiers, à appliquer immédiatement ! On rendra cette proposition la plus publique possible en la transformant en pétition pour pousser à des changements réels. A la région, sur la commission de contrôle des fonds publics, nos élus PCF ont obtenu de deux entreprises qu'elles remboursent les fonds qui ont servi à licencier

au lieu de créer de l'emploi. Action très utile pour notre rayonnement dans le monde syndical.

Pierre Laurent – Paris

Le passage télévisé de François Hollande dimanche dernier confirme que le président est prêt à endosser la politique d'austérité ; par conséquent la question que se posent maintenant les Français est : le changement aura-t-il vraiment lieu ? Il est de plus en plus évident que cela nécessite d'engager une bataille. Le changement dépendra d'une mobilisation populaire capable de faire pencher la balance du côté des salariés qui ont majoritairement voté pour qu'il advienne. Nos efforts d'initiatives politiques doivent donc chercher à conforter l'intervention et le rassemblement populaires. Ce qui détermine nos positions et notre action est l'intérêt populaire, et la nécessité, pour sortir de la crise, de le faire primer en combattant tout consensus régressif sur l'austérité qui accompagne la casse de l'emploi et qui nourrit la résignation. La combativité est présente dans l'ambiance du pays, des salariés visés par les plans sociaux sont en mouvement. Notre action doit consister à apporter et faire grandir les solutions concrètes de sortie de crise dont le pays a besoin. La préparation locale et nationale de la manifestation unitaire du 30 septembre pour une Europe solidaire et contre le traité d'austérité ne doit fixer aucune limite au rassemblement, c'est comme cela que la journée marquera le paysage politique, en mettant en lumière l'illégitimité des politiques d'austérité. ✪

A l'occasion du 30^e anniversaire du massacre de Sabra et Chatila le Conseil national a reçu une délégation palestinienne.



Un congrès combatif pour le PCF, une ambition nouvelle pour le Front de gauche

rapport de **Patrice Bessac**

Chacun, chacune a conscience que la période nécessite un grand travail collectif. Les problèmes sont nombreux, la difficulté immense et le combat, d'une grande brutalité. Ce rapport veut s'essayer à ouvrir quelques réflexions pour la préparation de notre Congrès. Ainsi, il ne reflète pas une quelconque ligne prédéterminée mais plutôt une tentative personnelle, nourrie d'échanges, de soulever quelques enjeux sans préjudice de notre débat commun. Les choses sont ainsi faites qu'exprimer sa pensée propre, ce n'est pas servir un filet d'eau tiède. Donc j'y vais. C'est fini. C'est fini. Le cycle de la crise des mouvements critiques du capitalisme est fini. Vingt ans, trente ans de domination du capitalisme libéral, de convulsions pour le mouvement communiste et transformateur : tout cela est fini. Le fait majeur est la crise du ca-

pitalisme mondialisé, sa crise économique et, au-delà, la crise du modèle de civilisation issu de la contre-révolution libérale des années 1970. C'est fini. Il ne s'agit plus de tenir, il s'agit d'avancer, de conquérir, de s'arracher à la gangue, aux sédimentations de plus de trente années de recul pour prendre vingt ans d'avance. Il nous appartient de prendre vingt ans d'avance, d'avoir la même ambition que les économistes libéraux eurent dans les années 1970 : changer les bases culturelles, idéologiques, politiques du monde actuel. Si une longue et dure phase historique se referme, chacun mesure pour autant les dangers de la nouvelle période : les risques de nouvelles barbaries comme d'une avancée possible des forces révolutionnaires. Nous sommes à la fois devant des changements de longue portée et dans l'urgence. Ainsi, nous vous proposons que le congrès d'Aubervilliers manifeste par un texte fonda-

teur cette ambition. Il s'agit, au fond, de proposer une vision unificatrice de notre projet, de notre stratégie, de notre conception du Parti et de l'action politique. Ainsi, si chacun sait que le caractère historique d'un congrès ne procède pas du décret, c'est pourtant cela que nous devrions viser. Que nos décisions, que nos actes, que notre analyse, que notre travail unifient et fondent un regard complet sur les vingt ans qui sont devant nous. Alors que notre stratégie de rassemblement, le Front de gauche, alors que notre parti, le Parti communiste français, ont enregistré au plan des résultats électoraux et de notre effectif des avancées considérables, nous pourrions nous reposer dans la molle satisfaction de nos quelques réussites. Nous vous proposons exactement le contraire. Nous vous proposons d'accélérer, de franchir des étapes, de marquer des ruptures. Nous vous proposons donc que le Congrès soit une Révolution dans l'ordre de notre pensée et de nos pratiques pour répondre à la guerre sociale que livre le capital aux peuples et qu'il



réponde à une seule question : Comment être utile au peuple, à la France, à l'Europe, à l'humanité ? Ainsi, et sans préjuger de nos décisions communes, je veux évoquer devant vous quelques idées. Je le ferai, je vous l'ai dit, sans filet, en considérant qu'il vaut mieux jeter quelques idées que ne rien dire du tout.

D'abord dans l'ordre de la culture

La réduction du champ de l'activité des partis à l'activité électorale telle que voulue par nos institutions est une réduction de la politique elle-même. Nos institutions, en asservissant progressivement les partis à leur service exclusif, ont agi comme des réducteurs de tête. Elles affaiblissent les fonctions culturelles, sociales, intellectuelles de la politique pour n'en garder que l'activité de représentation dans une démocratie devenue d'opinion. Or c'est la culture, ce sont les représentations qui forment le soubassement de la conquête du pouvoir. La question de l'hégémonie culturelle est donc le point de départ nécessaire de toute réflexion.

Déracialiser le débat français : le choix des Lumières

Le fait marquant et en accélération constante depuis les années 1980 est la racialisation du débat politique français. À droite, on ethnoculturalise la francité autour de la blancheur et de la chrétienté ; à gauche, comme dans un miroir, on procède à la même ethnoculturalisation de la société française, cette fois en positif. Ainsi, la gauche assume des catégories telles que la diversité qui pose, circonscrit et valide de fait l'existence de groupes religieux, ethniques ou raciaux qu'il s'agit de discriminer positivement. La campagne de 2012 aura constitué une nouvelle accélération en ce sens.

L'universitaire Laurent Bouvet explique avec un grand esprit de synthèse le phénomène dans son ouvrage *Le sens du peuple*. Il montre comment l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 et l'abandon de l'ambition d'un profond changement social provoquent le passage d'une lecture de classe de la société française et des moyens de la mobilisation politique à une lecture autour d'un bloc central fortement intégré et éduqué et d'une galaxie de groupes nouveaux parmi lesquels, pêle-mêle, les femmes, les jeunes des banlieues, les gays, les immigrés... Et dans ce mouvement apparaissent sans cesse de nouveaux groupes, je pense à la création du Conseil représentatif des associations noires (le CRAN), ou encore les "beurjois", les renois, les blancsos...

Ce mouvement est sans fin. Et il répond à un besoin profond du capitalisme dans la situation actuelle : reformuler le social pour le désintégrer, c'est la réplique interne du choc des civilisations. Les individus sont enfermés dans des politiques identitaires. Elles agissent de manière performative : à chaque fois que l'on crée des manières de classer les individus, ils y entrent ! Cette situation est potentiellement mortelle pour la société et pour le mouvement de transformation sociale. La déracialisation du débat politique français, la suppression des politiques identitaires, en bref le retour aux Lumières, c'est-à-dire à la seule reconnaissance des individus libres, souverains et égaux dans la République est un axe majeur de reconquête. Il faut jeter par-dessus bord et dans le même mouvement les politiques d'assimilation, d'intégration ou les politiques multiculturelles pour entrer dans un processus historique qui brisera le lien de la citoyenneté des sociétés modernes avec l'ethnomorphisme, c'est-à-dire l'association d'une couleur de peau, d'une culture ou d'une origine supposée à une citoyenneté – les grands blonds sont norvégiens, les gens typés viennent d'ailleurs, les musulmans sont des immigrés...

Notre vocation est d'établir l'égalité des citoyens de la République sans considération

d'origine ou d'appartenance supposées. Ce qui caractérise les cultures, contrairement à ce que pensent les ethno-bobos, ce n'est pas leur permanence, c'est leur capacité de dialogue et de transmutation. Les politiques identitaires, fussent-elles de gauche et pavées de bonnes intentions, ne sont en réalité qu'un des avatars de la période coloniale, une négation organisée de l'égalité. Il s'agit donc de défendre un universalisme abouti, qui ne se confond pas avec l'universalisme impérial qu'a développé notre pays au cours de son histoire. Un universalisme abouti, c'est-à-dire ne cédant pas à l'hypocrisie qui consiste à nier et à entretenir les inégalités de genre, d'orientation sexuelle, de discriminations fondées sur les origines supposées au nom d'une égalité fantasmée. Un universalisme de combat qui, dans un contexte de régression identitaire, affirme, développe et rend effective l'unité du genre humain. À cette conception, un contre-argument vient tout de suite : le problème reste. Le problème reste de l'exclusion visible des responsabilités militantes et publiques d'une partie de la population française. J'y reviendrai tout à l'heure s'agissant du Parti mais, au fond, la question me semble être : de quoi cette exclusion est-elle le nom ? Quelques études simples sur la composition des conseils municipaux montreraient que dans les villes de gauche ou communistes de plus de 30 000 habitants, les cadres de la fonction publique sont ultra dominants. Et nous savons dans le même temps que c'est dans les couches populaires que les enfants ou les petits-enfants de l'immigration, en provenance d'Afrique notamment, sont les plus nombreux. Ainsi, la question de la diversité n'est-elle pas simplement le nom d'une rupture de grande ampleur avec les couches populaires ?

La politique de classe contre les politiques racistes

Cette reformulation du social par la gauche puis par la droite a eu comme effet de laisser en déshérence la question sociale. Lors de sa campagne de 2007, Nicolas Sarkozy a été un ingénieur doué de la dignité des travailleurs et des travailleuses. Or, à l'issue de la période que j'ai décrite, le travail n'est plus un marqueur de gauche : c'est un marqueur de droite dans le discours politique. Je rappelle que Marine Le Pen a totalisé 29 % du vote ouvrier au premier tour de l'élection présidentielle, François Hollande 27 % (Lionel Jospin avait totalisé 13 % en 2002) et Jean-Luc Mélenchon 11 % du vote ouvrier. Et il est frappant de constater que la perte de centralité du travail dans le discours de la gauche correspond à sa propre impuissance à résoudre la question du chômage. La gauche s'est désaffiliée de sa relation aux travailleurs, a détourné son regard des questions sociales et de classe à mesure qu'elle perd l'ambition d'un réel changement économique. Les résultats électoraux de premier tour sont sans appel : la gauche est plus forte là où le peuple est le moins présent. Un certain nombre de politiques publiques ont accéléré ces phénomènes. La thématique de l'assistantat par exemple : à mesure que s'est développée la crise sociale, les politiques sociales ont développé des effets de représentation très pervers. En effet, avec les seuils d'accès à un certain nombre de prestations sociales, des fractures sont apparues dans les classes populaires. L'« assisté » – celui qui y a droit – s'opposant au travailleur – celui qui n'y a pas droit. Sur cette base, l'alliance décrite par Terra Nova entre les classes supérieures et les plus paupérisés peut fonctionner à plein

sur une série de thématiques telles que le logement social ou la santé en mettant de côté les couches populaires salariées. Les services essentiels étant dès lors réservés à la fine couche de celles et ceux qui en ont le plus besoin.

J'ai tenu à commencer par les problématiques de racialisation du débat public et les divisions au sein des salariés, car ces représentations contribuent profondément aux divisions du corps social. Et en découle pour nous la nécessité de représentations alternatives qui rassemble la classe salariée. Un certain nombre de questions en découlent. La première d'entre elles est la suivante : nous le voyons, l'idéologie, les politiques de représentation, ce que j'ai appelé la culture, ont un effet puissant sur le réel et le transforment en s'appuyant sur les contradictions de notre société. Nous avons donc besoin d'un écosystème culturel qui travaille les trois grandes questions : la nation, le peuple, la démocratie. Pour le dire avec les mots d'un autre, en l'occurrence Rémi Lefebvre, il faut « structurer des alliances autour de mots d'ordre susceptibles d'unifier des demandes sociales hétérogènes ».

Le rapport avec le Congrès est le suivant : comment nos discours s'agissant des trois grandes sphères de la société – la sphère nationale en liaison nouvelle avec l'Europe et le monde, la sphère économique et sociale et la sphère démocratique – cessent d'agir chacun de manière autonome pour résonner en écosystème, en ensemble unificateur, en opérateur de valeurs, de lutte et d'action ? Sur ce sujet, mon hypothèse est la suivante : l'entrée dans la nouvelle période historique ne concerne pas que nous. Cela affecte l'ensemble du champ mobilisable : intellectuel, syndical, populaire. Et le problème n'est pas tant de leur faire signer des appels électoraux que de créer un espace de travail réel. Ainsi, j'ai la conviction qu'il faudrait décider de créer une coopérative de travail, qui échappe aux problèmes de pouvoir immédiat et de débat politique dans le Front de gauche. Il faut un lieu de renaissance pour la pensée révolutionnaire avec l'aide des différents organismes existants mais qui dépasse le fractionnement. D'une certaine manière, l'Appel des économistes atterrés ou l'Appel des appels participent de cette recherche. Mais un saut qualitatif doit être fait.

Comme à de grands moments de l'histoire du PCF, l'anticolonialisme, le Front populaire, la Résistance, nous devrions prendre rendez-vous avec l'Histoire et déclencher le mouvement nécessaire de travail pour la pensée et l'action communiste et de transformation sociale.

À présent, quelques remarques dans l'ordre de la politique et de notre stratégie de rassemblement, le Front de gauche

Comment être utiles au peuple et à la France, à l'Europe et à l'humanité ? Je traiterai la question de nos rapports avec la majorité gouvernementale puis de notre stratégie de rassemblement, le Front de gauche. La première question est : au nom de quoi, de qui parlons-nous ? En d'autres termes, au nom de la gauche ou d'une partie de la gauche ou au nom des intérêts de notre peuple et de notre pays ? Cette question n'est pas anodine, car il me semble que la posture politique, c'est-à-dire nos rapports avec la majorité gouvernementale, doivent passer au second plan par rapport à notre objectif premier, l'intérêt général. L'interview de François Hollande dimanche dernier marque l'at-

terrissage entre une tactique électorale, la fameuse guerre à la finance, et la réalité de sa stratégie économique, l'austérité et l'espérance d'un retour de la croissance en 2014. L'expression du Premier ministre appelant à un « choc de compétitivité » est de ce point de vue effrayant de clarté. Je ne reviendrai pas, cela a déjà été fait dans le rapport d'actualité politique, sur les effets d'une telle politique. Je veux juste faire la remarque suivante : la situation est dangereuse, les conséquences sociales seront dures, les conséquences politiques potentiellement dramatiques.

Ainsi, nous sommes face à nos responsabilités. Déclarons-nous l'affaire entendue et adoptons-nous la posture du combat désespéré et de l'attente d'un pouvoir futur ? Ou cherchons-nous à inverser la situation ? En 2005, si nous avions fait l'hypothèse d'un rapport de forces immuable, nous aurions bloqué les possibilités de mouvement de l'électorat socialiste vers le NON. Il faut donc considérer qu'un mouvement est possible parmi l'électorat socialiste, de gauche, populaire, parmi un certain nombre de dirigeants de la social-démocratie vers le refus de l'austérité et pour une autre politique. La Chine, les États-Unis d'Amérique, notre continent et leurs dirigeants sont tous face à ce problème : nous sommes à l'heure des grandes transformations, de la nécessité d'un basculement radical du système économique mondial et cette perspective provoque une reprise en main tout aussi radicale et autoritaire des forces du capital sur les principaux leviers de gestion de l'économie. Alors comment être utiles ? C'est la seule question. Comment être utiles pour contribuer à l'accouchement d'une politique nouvelle ? Comment battre l'austérité comme seule réponse ? À cette aune, la question du rapport au gouvernement actuelle est seconde. Le problème n'est pas de faire arbitrer au peuple un match entre le Parti socialiste et le Front de gauche, mais de faire arbitrer deux choix politiques : l'austérité ou le développement. C'est dans ces conditions, me semble-t-il, que nous devons aborder à la fois nos rapports avec le gouvernement et l'avenir du Front de gauche.

L'avenir du Front de gauche : un nouveau Front populaire

J'y viens donc. Avec le Front de gauche, la séquence politique qui vient de se clore a permis une avancée spectaculaire : le retour des forces critiques du capitalisme sur la scène politique. Nous sommes de retour, nous sommes de nouveau dans le match. Mon sentiment est que le plus difficile commence. Car il ne s'agit plus d'unir des familles, des militantes et des militants dispersés par la longue histoire. Il s'agit à présent de poursuivre un déploiement qui dépasse nos frontières actuelles, de viser une hégémonie culturelle nouvelle. Et à partir de cet instant, la vitalité de notre rapport au monde salarié, aux syndicalistes, aux intellectuels, à la création, aux citoyens sur l'ensemble du territoire se pose avec cette ambition à l'esprit. Car ce n'est plus seulement un problème d'en haut, un problème électoral, un problème d'efficacité de la parole médiatique, c'est un problème d'en bas/en haut, de développer le Front de gauche en dépassant les hiérarchies institutionnelles. C'est la question d'un Front populaire de type nouveau. Souvenons-nous les différentes étapes. Souvenons-nous que c'est l'ouverture aux élections européennes avec notre secrétaire nationale d'alors, Marie-George Buffet, qui ouvre la voie au

Front de gauche et permet l'engagement de Jean-Luc Mélenchon et de ses amis. Nous sommes à une étape similaire et différente. Similaire car nous savons que les forces disponibles pour s'opposer à l'austérité et pour une nouvelle politique sont bien plus nombreuses que l'état actuel du Front de gauche. Différente car ces forces par leur nature, intellectuelle, populaire, dans le monde syndical, ne nous rejoindront pas par un accord politique mais par une démarche de travail, d'action et de luttes. C'est la question d'un nouveau Front populaire.

J'ai évoqué dans la partie précédente l'hypothèse d'une coopérative. Cela ne résout que la partie que j'ai appelée culturelle du problème. Reste l'organisation du travail politique et l'association à un niveau local et national de ces forces disponibles. Un équilibre imparfait a été trouvé entre le rapport des forces politiques entre elles et le Conseil national de campagne durant l'élection présidentielle. Il faut une nouvelle ouverture, un nouveau mouvement, un nouvel équilibre. Sur ce sujet, nous proposons que le Comité exécutif entame une série de rencontres afin de travailler avec nos interlocuteurs dans le monde syndical, associatif, intellectuel à la résolution de ce problème. Il s'agit de trouver les voies pour réaliser l'agrégation de nouvelles forces. Nous avons construit un premier pilier, celui de l'unité politique. Pourquoi ne pas proposer d'ajouter deux nouveaux piliers : un pilier des luttes sociales, syndicales, populaires et un pilier, avec la coopérative, de la participation des intellectuels. Et je veux ajouter s'agissant du Front de gauche que la question du rapport en tant que tel avec les autres forces politiques est posée. Sauf à considérer une fois pour toutes que nous sommes la solution et eux le problème, la question de nos rapports, en tant que Front de gauche, conflictuels ou non, avec le reste de la gauche est posée. Allons-nous ignorer qu'une partie importante des Verts et au moins un tiers des socialistes sont opposés au traité ? Le Front de gauche doit entrer en débat avec les autres forces de gauche. Dans le même temps, nous aurons à discuter de la préparation des deux prochaines échéances, d'abord municipales au printemps 2014 puis européennes en juin. Deux échéances électorales différentes, aux enjeux différents à la fois pour le pays et pour l'avenir du Front de gauche et du Parti communiste français. Et à nouveau se posent des problèmes de conceptions. Sur les européennes par exemple, allons-nous réussir à créer avec le refus du traité un Front anti-austérité plus large que le Front de gauche actuel ? L'intervention de la direction du Parti a permis de lever certains des blocages qui existaient dans le collectif unitaire. Pouvons-nous aller plus loin ? Nous le pensons. Le Front de gauche, dans sa forme et son fonctionnement actuel, n'est pas le début et la fin de tout. Nous entendons qu'il continue d'être un mouvement qui agrège, qui rassemble les forces mobilisées contre l'austérité et pour une sortie de crise sociale et démocratique. Ainsi, il s'agira de préparer aussi les futures échéances sans esprit conservateur mais avec l'idée d'un Front de gauche en mouvement.

Enfin dans l'ordre de l'avenir du Parti communiste français

Le vingtième siècle des communistes a été déterminé pour une large part par la Révolution russe de 1917 puis surtout par l'existence pendant soixante-dix ans de l'Union soviétique. Ce modèle, longtemps adulé puis

apprécié avec des critiques plus ou moins prononcées, a définitivement failli à la fin des années 1980, même si les approches caricaturales les plus véhiculées d'hier et d'aujourd'hui ne doivent pas faire l'économie d'une approche distanciée de ce qu'a représenté ce système. La matrice bolchevique qui lui était liée a longtemps représenté l'idéal révolutionnaire contre un réformisme social-démocrate, durablement concurrencé par cette expérience, notamment en Europe occidentale et particulièrement en France. Mais il a aussi engendré des interrogations douloureuses au sein du mouvement communiste lui-même mais également avec le socialisme historique. En effet, les communistes français ont connu dans ce long processus, certes des heures de gloire, mais aussi plusieurs crises majeures qui ont entraîné des prises de distances, des ruptures violentes créant des divisions durables au sein de la galaxie qui se réclamait de l'ambition communiste, des oppositionnels divers aux courants trotskystes. De 1930 aux années 1990, ces séparations apparurent la plupart du temps comme indépassables, au point d'être restées vivaces jusqu'à une période très récente. Mais en ce début de XXI^e siècle, les divisions et points de rupture du « court vingtième siècle » n'ont désormais plus lieu d'être : vingt ans après la disparition de l'URSS, les raisons qui ont séparé pendant des décennies ces sensibilités ont disparu ; qui oserait stigmatiser aujourd'hui les « staliniens », « trotskystes » ou autres épithètes du même type, caractérisations issues des luttes internes au Parti bolchevik des années 1920-1930 ? Des débats continuent bien évidemment de se poser (sur la démocratie, l'État, le rôle des institutions, des réformes, etc.) mais le mouvement émancipateur que représente l'idéal communiste doit être désormais capable de réunir des courants qui, ensemble, partagent ou peuvent partager les mêmes objectifs fondamentaux. Sans faire de raccourcis rapides, souvenons-nous de quelques leçons de l'histoire : dans les années 1970, les libéraux de toutes obédiences ont su taire leurs divergences passées pour préparer la contre-révolution idéologique et économique des années 1980-1990 ; le mouvement politique que nous souhaitons construire, la force communiste dans un front plus large, doit être à la hauteur du défi qui reste d'inverser la tendance que nous lèguent ces douloureuses années, en construisant une nouvelle hégémonie qui puisse durablement changer le rapport de forces actuel. Dans ce contexte, il ne suffit pas de dire que le Parti communiste français entend rassembler tous les communistes. Il faut le prouver et dire ce que nous entendons par là. Et en donner les signes visibles. Avant d'entrer dans le vif du sujet, je veux faire une précision par rapport à nos débats passés. Il ne s'agit pas à mon sens d'entrer en négociation politique avec tel ou tel groupe sur la base d'identités supposées. Il s'agit, dans l'objectif d'une culture commune, de préciser, en théorie et en pratique, les conditions par lesquelles elle se crée. De ce point de vue, je veux dire quelques mots d'une des apories de nos débats : la question de l'efficacité et de la pluralité. À la suite de la période d'ossification stalinienne, nous avons navigué entre deux eaux pour ouvrir notre débat interne : protéger la pluralité de l'expression et, dans le même temps, nous avons été confrontés au problème du respect de nos décisions majoritaires. Cette recherche s'est faite avec plus ou moins de bonheur, plus ou moins de bazar, plus ou



TSCG, déjà des dizaines de milliers de Français exigent d'être consultés

moins de débat. Je pense, quant à moi, que ces problèmes peuvent se résoudre simplement. Il y a deux sphères relativement autonomes dans ce débat : la sphère des plates-formes politiques (du Parti, ou du Front de gauche, ou d'autres...) et la sphère du débat d'idées. La première obéit à la loi de la majorité et aux règles classiques des processus démocratiques. Ainsi, nous adoptons à différents moments le point d'équilibre politique pour mener les combats nécessaires. Et à ces processus s'attachent éventuellement des mesures d'ordre, de discipline électorale notamment, plus ou moins strictes selon les contextes. C'est le moment de la décision politique. Ce moment de la décision ne doit être rien d'autre qu'un moment de décision inscrit dans le temps. Le danger survient lorsque nous prétendons que la décision ponctuelle ferme le débat d'idées. Parenthèse évidente, le danger survient également lorsque nous prétendons qu'il n'est nul besoin de décider évidemment. Ainsi, la décision politique majoritaire ne peut pas, ne doit pas affecter la qualité et la liberté du débat d'idées. Agréger, coaliser un nombre supérieur de citoyens au sein de notre parti, c'est nécessairement accroître notre diversité, les savants disent entropie, philosophique, économique, politique. Et il faut l'accepter et la développer en postulant qu'en augmentant notre niveau de confrontation intellectuelle et politique, et donc d'efforts, nous forgerons une culture commune plus dense et plus efficace. La deuxième question que je veux traiter est celle des chats et des moutons que j'ai traitée à l'université d'été. Nous étions moutons, nous sommes devenus chats... À la terrasse ensoleillée d'un café montreuillois, mon partenaire de discussion philosophique estivale osa cette image... Nous étions moutons, nous sommes devenus chats... et qu'il est difficile de constituer un troupeau de chats ! C'est une image du réel que je crois très juste. Elle résume l'un des problèmes de l'avenir. Réussir à unir une foule qui n'est plus une foule, réussir à constituer en troupeau des consciences dont la forme actuelle est constituée d'une volonté farouche de souveraineté individuelle et d'autonomie personnelle. Ainsi, ce que nous appelons transformation de la politique ou des partis, ou du Parti communiste français pour ce qui nous intéresse en premier lieu, n'est pas un chantier contingent des petites vicissitudes du présent, c'est la recherche d'une culture pratique nouvelle de l'action politique qui puisse entrer en résonance puissante avec les profondes transformations culturelles de notre civilisation qui ont félinisé notre rapport personnel au monde et à l'action collective. Pour le meilleur, comme pour le pire, c'est-à-dire de la compétition libérale sans rivage. Jusque-là, l'affaire est assez simple. Jusque-là, c'est-à-dire en mots. Cela se com-

plique immédiatement en pratique. Car le discours d'une culture nouvelle de notre action n'est pas, malheureusement, performatif.

De grandes organisations humaines, scientifiques, économiques, artistiques affrontent les mêmes difficultés. C'est le problème de toutes les grandes révolutions : les outils de la révolution précédente restent formidablement efficaces et ceux de la suivante formidablement compliqués. Et pourtant, les exemples sont désormais légion de projets humains auxquels la forme coopérative donne une efficacité décuplée. Les troupes de chats ont désormais la possibilité de se former et dans le troupeau chacun conserve, développe et partage ses propres compétences, ses propres aptitudes, son autonomie propre. Les formes du développement de l'intelligence sont en train de changer, les processus créateurs se diffusent, se distribuent, la figure du démiurge est en train de se reconstruire pour devenir un produit collectif. Ainsi, paradoxalement, les chats sont moins chats qu'il n'y paraît et la révolution actuelle reformule et intensifie la question collective...

La transformation et le rayonnement du Parti

C'est la question de la transformation du Parti qui est posée et des processus coopératifs. C'est ce que Paul Boccard appelle aussi la révolution dans le domaine anthropologique. Je cite : « *C'est l'autre face de la révolution informationnelle pour la vie humaine, la révolution du numérique et de la télécommunication des informations, avec les ordinateurs personnels, permettant un accès de chaque individu aux informations de toutes sortes, et leur circulation dans tous les sens.* » Je cite à nouveau : « *Pour une nouvelle civilisation, une maîtrise de tous les moments de la vie par chacun, il ne suffit pas de nouveaux pouvoirs, il faut une autre culture.* »

Ce problème n'est pas simple. Et ne se résume pas au basisme du style « vive la base » ou « vive les chefs » ou « chacun fait ce qu'il veut ». Je ne pense pas que le passage du centralisme autocratique au féodalisme soit un progrès. Il s'agit de trouver les formes pratiques qui permettent un essor de l'implication de chacune et de chacun. Nous avons pris des décisions au dernier Congrès ; nous en avons mis en œuvre quelques-unes ; le Parti s'est transformé dans l'intervalle et dans l'action mais le saut qualitatif n'a pas été fait. Il faut donc répondre à nouveau et dans l'efficacité à cette question du comment.

Je veux conclure cette dernière partie par l'évocation d'un problème que je pense central. Les dynamiques sociales spontanées favorisent les couches sociales les plus intégrées. La dénonciation uniforme des élites a

au moins ceci de bon qu'elle pointe le réel : la représentation décrochée du réel, l'éradication des couches populaires des lieux de pouvoir, la quasi disparition sur une longue période des organisations politiques dans les quartiers populaires, leur disparition des instances des partis politiques, et du nôtre, moins vite, avec moins d'ampleur, peut-être, mais du nôtre tout de même.

Vous savez, c'est le moment dans le Congrès où nous appelons le rapport de la Commission des mandats. Et à cette occasion, nous constatons la surreprésentation des fonctionnaires et des professions intermédiaires. Un débat plan-plan s'ensuit, il se conclut généralement en eau de boudin, parfois dans l'anathème, ouvriérisme, que sais-je d'autre, ou dans un discours velléitaire. Ou encore, nous décidons d'ateliers sur les quartiers populaires ou les entreprises parmi dix autres sujets. Les faits restent, têtus, et les dynamiques sociales spontanées favorisent toujours les mêmes couches sociales.

Nous avons donc un problème à traiter qui peut se résumer de manière abrupte de la manière suivante : comment sélectionnons-nous et formons-nous nos élites ? Élite, de l'ancien français eslit, c'est-à-dire « choisi », ancien participe passé du verbe élire. Au fond, c'est actuellement les dynamiques sociales dominantes qui choisissent celles et ceux que nous pensons choisir nous-mêmes. Et cette question est évidemment reliée à la forme de notre action politique : enfermée dans les institutions ou dans les institutions et la solidarité concrète, les luttes, la politisation et l'éducation populaire ?

Conclusion

J'ai utilisé en début de rapport l'expression texte fondateur. J'ai eu tort. J'aurais dû parler d'un texte et d'actes fondateurs. La situa-

tion historique présente nous offre une occasion : nous sommes unis par rapport aux périodes passées, ce congrès peut être un congrès d'Union et le temps historique a ouvert une fenêtre nouvelle. Un des symboles des Lumières, c'est l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert. Un des symboles de la naissance du communisme, c'est le *Manifeste*. C'est-à-dire des sommes de travail qui produisent des effets culturels et politiques puissants en unifiant ce qui était là en gestation. Il faut se donner les moyens pour que Lucien Sève, pour que Paul Boccard, pour que Jean-Loup Amselle, pour que Bernard Thibault et bien d'autres, pour que nos nouveaux adhérents, pour que nos anciens adhérents, pour que de nombreux syndicalistes, pour qu'une partie de la jeunesse puisse identifier un acte de renaissance de l'ambition communiste et donc d'un processus de travail ouvert et nouveau. Nous avons besoin que le congrès d'Aubervilliers soit l'un des lieux de la renaissance de l'ambition révolutionnaire, un lieu qui installe un nouveau récit pour le Parti communiste français ancré dans l'avenir.

Faut-il tenter d'écrire un manifeste pour une civilisation humaine avec toutes celles et tous ceux qui le voudront ? Faut-il se donner l'objectif d'élire lors des prochaines élections des centaines de citoyens à l'image de la France d'aujourd'hui, en ayant comme point de repère l'union des couches dites populaires et des couches dites moyennes ? Faut-il se donner comme objectif d'être la force du travail ? Faut-il proposer la création d'un Congrès mondial pour la paix et le développement ? Faut-il publier un ouvrage collectif sur l'écologie, un deuxième sur notre conception du communisme ?

En d'autres termes, quelles sont les voies qui feront que le congrès d'Aubervilliers pro-

voque une coagulation dans la société du travail en vue du dépassement du capitalisme ? J'y vais plus directement. Quand je vois à l'université d'été des universitaires ou des journalistes ouvrir grands les yeux et découvrir la réalité, l'ouverture, la jeunesse du Parti communiste français, j'ai des envies criminelles qui montent. Pas contre eux, contre moi, contre nous. Ce n'est pas possible de continuer à se trimballer un tas de préjugés, de vieilleseries sur notre compte : il faut faire éclater notre réalité nouvelle, notre mouvement, notre puissance pacifique au service de l'intérêt général. Il faut que Pierre Laurent fasse une dizaine de grands meetings consacrés au Congrès et à la situation du pays et du monde. Il faut que chaque journaliste qui écrira sur le PCF soit confronté pendant le Congrès à 400 de nos nouveaux adhérents. Il faut reprendre le drapeau de la France, des ouvriers et dans le même temps faire un grand congrès international de liaisons avec les mouvements politiques et sociaux des différents continents. Il faut faire éclater l'existence d'une organisation politique européenne, le PGE, il faut des signes, tangibles et pas bling-bling d'une nouvelle alliance avec quelques-uns des grands penseurs de ce pays. Il faut un grand congrès de la fierté communiste, des valeurs et un congrès de décisions qui balaie les petits calculs de petites boutiques et de petits pouvoirs pour créer une dynamique renouvelée au Front de gauche et au Parti communiste français. Il faut que la vie bruyante et généreuse se fraye un chemin.

Le processus formel de préparation du Congrès

J'en viens à présent aux questions formelles. Le Comité exécutif national propose que le 36^e Congrès se tienne aux Docks d'Aubervil-

liers (Seine-Saint-Denis), métro Front populaire. Par son vote, nous vous proposons que le Conseil national convoque le Congrès du 7 au 10 février 2013 avec trois points à l'ordre du jour : 1) La résolution politique : *sortir de la crise ; gagner le changement / changer la société ; refonder l'ambition communiste* ; 2) Les statuts ; 3) L'élection des directions.

Nous proposons également d'adopter l'échéancier suivant au terme des statuts :

- A partir de ce 13 septembre et jusqu'au 13 et 14 octobre : appel à contributions.
- 13-14 octobre : CN d'adoption d'une base commune et du texte de statuts.
- 17 novembre : date limite de publication des textes alternatifs à la base commune
- Envoi des textes aux communistes
- 5 décembre : vote des communistes pour choix de base commune
- Conférences de section et fédérales 15 décembre et janvier 2013

S'agissant des commissions, nous vous proposons quatre commissions présidées par :

- texte : rapporteur Pierre Dharréville
- statuts : présidée par Isabelle De Almeida
- direction : présidée par Jacques Chabalière
- transparence : présidée par Fabienne Haloui

En plus de ce dispositif, le Comité exécutif propose que j'assure la direction du Congrès, c'est-à-dire la coordination de l'effort interne et public à partir de la Fête de l'Humanité et jusqu'à la fin du Congrès. Pierre Laurent, notre secrétaire national, en dira quelques mots.

Voilà, chers camarades, les quelques idées que j'étais chargé de vous présenter. L'histoire nous joue des tours parfois... Il est temps de renverser les rôles et de jouer des tours à cette satanée histoire. Je vous remercie. 🌟

LA DISCUSSION

Emilie Lecroq – Seine-Saint-Denis

4 700 adhésions depuis janvier, 1 700 depuis mai. Ceci montre notre attractivité au-delà de la présidentielle. Une des limites pour grandir notre parti est le nombre de camarades qui proposent l'adhésion. Il y a besoin d'un débat sur la question du nombre d'adhérents pour développer notre politique. René Piquet : « *Je ne délègue pas au parti le soin de me dire quoi faire ou dire. Je m'engage avec les communistes pour mettre en mouvement mes aspirations.* » Ceci interroge notre vision de l'adhérent. On s'engage pour rompre avec l'isolement. C'est le rôle des réunions d'accueil. C'est un besoin ou ces adhésions partiront. Mais comment tenir compte des 51 % d'adhésions de -40 ans avec des vies plus chargées ? Des réponses existent. Partageons-les et lançons la réflexion.

Gilles Ravache – Haute-Savoie

Nous faisons un congrès tous les trois ans. Il nous faut construire pour les trois prochaines années ce que nous portons comme visée, projet, pour le long terme. D'autre part, le déroulement de la préparation du Congrès doit donner à voir la réalité du Parti communiste. Nous devons nous y attacher. Enfin, la question de la prise du pouvoir est cruciale. Il y a ce que nous savons des lieux de pouvoir politique, plus ou moins démocratiques, contestés par la domination des forces économiques, des marchés. Il y a également dans le pouvoir le fait d'être « capable de ». Cet aspect renvoie à la préparation du Congrès, à la conception du Parti pour que tous ses adhérents deviennent capables de décider, de prendre des initiatives...

Brigitte Dionnet – Seine-Saint-Denis

Ce Congrès doit acter ce que transformation du Parti veut dire. En interne et dans son rapport aux autres. La domination de classe n'est pas la seule : on doit combattre de la même façon la domination de genre. Domination à l'œuvre

aussi dans le Parti. Il faut donc changer des pratiques et des comportements et acter ces ruptures indispensables. Et donc réfléchir aux moyens de faire vivre la souveraineté des communistes dans l'élaboration de leur politique, ce qui n'a rien à voir avec la possibilité pour telle ou telle instance de faire le contraire de la voisine. Mais bien d'être maître à égalité dans la construction de sa politique.

Yann Le Pollotec – Seine-Saint-Denis

Travaillons l'avenir du PCF et sur le développement du FG en partant des contradictions qui taraudent notre époque : la tension entre une société marquée par la vitesse, le zapping, mais aussi par une demande de durée. Une société où le réseau devient le mode d'organisation et de fonctionnement de la société et où, dans le même temps, les besoins de coordination, de cohérence n'ont jamais été aussi forts. La force d'un parti c'est la durée, la capacité à coordonner, à mettre en cohérence, à faire des choix politiques de long terme. La force de l'espace politique inédit que peut constituer le FG c'est de répondre à des modes d'engagement zapping, paire à paire. Il nous faut concevoir le FG comme un label, comme un lieu de « hacking » politique.

Caroline Andréani – Seine-Saint-Denis

Je me félicite de la composition des quatre commissions de préparation du Congrès qui reflète la volonté de représentation des sensibilités dans le CN. Au dernier congrès, une vingtaine de camarades ont été élus sur la liste alternative « Faire vivre et renforcer le PCF ». Malheureusement, la commission des statuts ne comprend aucun de ces camarades, alors qu'il s'agit d'une commission importante. Je souhaite que cet oubli soit réparé.

Jacques Fath – Hauts-de-Seine

Nous avons besoin d'un congrès qui ait une forte dimension

internationale avec des invités étrangers et des moments politiques qui montrent nos convergences et notre solidarité avec les luttes d'émancipation actuelles, les soulèvements, les résistances populaires... Nous sommes totalement partie prenante et acteurs de ce monde qui bouge. Les enjeux de l'international seront au cœur de notre réflexion : internationalisme ; paix, désarmement et sécurité ; justice, égalité et développement humain durable. Il y a aussi une très forte attente et un grand intérêt dans le monde pour notre expérience en France et en Europe.

Joël Gallais – Morbihan

Il est important que le Congrès se fixe l'ambition de la mise en chantier du projet communiste. Au-delà du programme *L'humain d'abord* qui est le patrimoine commun du Front de gauche, il y a nécessité de faire vivre l'apport communiste au Front de gauche et pour cela rendre visible notre projet : rôle de l'Etat (intervention et dépense) ; migrations ; appropriation sociale et nationalisations ; croissance et écologie ; services publics et gratuité, etc. C'est aussi un enjeu pour le renforcement du Parti.

Cécile Dumas – Alpes-Maritimes

Ce congrès doit se fixer une grande ambition car la période nous l'impose, mais ne commençons pas ce congrès en étant timides sur l'analyse de ce que le PCF a fait depuis le dernier congrès. Ce congrès doit marquer 3 points importants. Le contenu : arrêtons de travailler par case mais sachons créer l'espoir d'une société nouvelle, moderne et cela avec des mots simples ; le PCF : il s'est déjà transformé mais il faut aussi réfléchir à de nouvelles façons de militer avec des nouveaux adhérents qui doivent intervenir ; le Front de gauche : nous devons dans ce congrès affirmer notre volonté de le pérenniser et lancer des propositions de structuration avec un débat transparent, ouvert et démocratique.

Yves Dimicoli – Paris

Viser un grand congrès en prise sur les enjeux de réponse à la crise du capitalisme et du libéralisme, conjuguant émancipation de la domination des marchés, dépassement de l'étatisme, avancée de nouvelles valeurs et d'une nouvelle culture. Évaluer la mise en œuvre de nos choix stratégiques, jusqu'aux mauvais résultats des législatives, sans gommer les contradictions dans le Front de gauche. Aller vers de grandes initiatives d'action constructive du PCF sur les moyens du changement en France, en Europe, dans le monde, et le transformer pour cela en développant sa capacité originale d'articuler luttes-théorie-politique, avec un nouveau bond dans la formation des militants et la démocratie.

Céline Brulin – Seine-Maritime

Besoin d'un congrès sans tabou. Besoin de caractériser la crise comme une crise du capitalisme quand elle est aujourd'hui uniquement définie comme une crise de la dette publique. Dans ce contexte, ressourcer, revivifier, réhabiliter le combat communiste qui ne se résume pas à être le moteur du Front de gauche. Comment concevons-nous la transformation sociale? Comme un processus ou en promettant l'arrivée au pouvoir du FG dans cinq ou dix ans? Comment inscrivons-nous les nécessaires conquêtes électorales dans ce processus? La question de notre identité propre et de notre apport original dans tout type de rassemblement reste aussi posée.

Frédéric Boccara – Hauts-de-Seine

Pour le congrès il faut avoir l'ambition qu'il nous aide à faire que notre peuple se saisisse d'analyses et de luttes sur des propositions alternatives. Voyons ce que cela veut dire de transformation vers un parti de luttes politiques, « de contre-propositions » communistes. Face à la complémentarité de toutes les dominations, oui nous avons besoin d'avancer sur l'anthroponomie de pair avec nos avancées fondamentales sur l'économie et les pouvoirs. Mais on ne peut sous-estimer les ambivalences. Dire « l'unité politique est réalisée » gomme les contradictions et alimente les illusions. Dire « les raisons qui nous opposaient [à qui?] on disparu », c'est confondre la possibilité de faire sauter verrous et clivages, avec la persistance de problèmes objectifs, rémanents, comme le réformisme ou le gauchisme.

Michèle Leflon – Ardennes

Rapport introductif qui a l'avantage de pousser au débat. Intérêt de poser la question du travail, car la retirer du débat politique, c'est abdiquer sur la question de l'exploitation. Poser la question du travail, c'est rassembleur de l'ouvrier au cadre, c'est aider au combat pour la protection sociale dans le débat cotisation-CSG. L'avenir du FG, la construction d'un rassemblement le plus large possible ont besoin d'un PCF qui a renforcé son projet communiste : la question du travail doit en faire partie.

Yannick Monnet – Allier

C'est le congrès des communistes, partons d'eux, de leur désarroi : ni dans la majorité, ni dans l'opposition. Surtout dans une société où le fatalisme règne. Pour ce congrès, travaillons à poursuivre, affiner notre analyse du cycle électoral. Exemple : les gens ont voté pour le changement, de Président oui, de société moins sûr et laquelle? Deuxième exemple : qu'avons-nous fait des 4 millions de voix entre présidentielle et législatives? Il nous faut aussi un vrai débat sur les questions de stratégies : cœur de la gauche ou gauche de gauche. Débat de congrès et débat au sein du Front de gauche. Proposition : commission analyse électorale et commission stratégie.

Olivier Gebuhrer – Alpes-Maritimes

Le rapport de Patrice poursuit une idée fondamentale : le centre de notre univers n'est pas le Parti communiste. Dans son développement demeurent une bizarrerie et un archaïsme. L'idée des chats est superbe. Mais l'idée du troupeau la tue. Les communistes ne seront plus jamais un troupeau. L'idée d'une nouvelle alliance avec les intellectuels est un archaïsme. La question ne se pose pas ainsi. Enfin, c'est un physicien, pas un philosophe, ni un historien, qui a eu ce mot :

« Nous ne voulons pas d'une société avec une avant-garde perdue et une arrière-garde traînante ».

Dominique Negri – Isère

Je ne partage pas les axes du rapport. Les fondamentaux marxistes-léninistes ne sont pas obsolètes. Bien au contraire, la matrice du PCF, un parti de classe et de masse, est valide et nécessaire. Nous avons besoin d'un bilan de nos orientations depuis le congrès de Martigues et des stratégies du Front de gauche. Le Front de gauche est l'effacement du PCF comme Izquierda-Unida en Espagne. Le PCF doit rompre avec la ligne euro-constructive du PGE. Un PCF pour mener la lutte des classes, pour unir les travailleurs, la classe ouvrière. Non à un congrès de Tours à l'envers (P. Laurent dans *Libération*). Les 21 conditions de Tours presque toutes d'actualité.

Jean-François Téaldi – Hauts-de-Seine

Le Congrès doit à la fois répondre aux problèmes quotidiens des gens qui souffrent et ouvrir des pistes de solutions alternatives pour un socialisme du XXI^e siècle. Être utiles au peuple, c'est aider nos parlementaires à élaborer des propositions de lois répondant aux luttes revendicatives, être communistes au sein du Front de gauche, c'est mettre en débat des pistes de solutions alternatives au capitalisme. Dans le champ de la presse, c'est stopper les PSE, trouver des financements pour l'audiovisuel public dans le court terme, mais aussi proposer des lois contre les concentrations et pour la création d'un pôle public audiovisuel.

Marc Brynhole – Loiret

Nous sommes au début d'un processus face à une exigence de montrer les possibilités de changement : pertinence de nos idées, capacité de rassemblement, crédibilité de nos choix, conjointement à la rapidité des évolutions négatives de la crise. Faisons tout cela avec tous les communistes.

Pierre Laurent – Paris

Nous avons réussi à rassembler le Parti et à opérer des percées politiques. Nous avons repris le dialogue avec des sphères larges de la société qui regardent de notre côté. Tout nous invite à investir avec plus d'audace la nouvelle période politique : les transformations à l'œuvre dans le Parti, le renouvellement de générations grâce à la progression du nombre d'adhésions, notre rôle dans l'essor du Front de gauche et la campagne avec l'élaboration de mots d'ordre qui ne sont pas simplement des slogans : l'humain d'abord et prenez le pouvoir, et qui ont marqué la campagne. Le Parti n'est plus le même qu'il y a, ne serait-ce 10 ans, et cette réalité doit éclairer aux yeux de la société française. Le PCF peut aborder le XXI^e siècle avec l'ambition de rassembler les forces de transformations sociales qui aujourd'hui cherchent le chemin du dépassement du capitalisme. Notre texte d'orientation devra traiter de cette dimension tout en mettant en évidence notre utilité aujourd'hui pour gagner le changement en développant la stratégie du Front de gauche. Un congrès qui s'occupe du présent et du long terme. Un congrès en prise avec la société et le monde. Ce congrès peut, nous en avons les moyens, recouvrir une dimension internationale marquée, travailler à développer les convergences avec les forces de progrès et de transformation sociale à travers le monde. Nous voulons avec ce congrès créer l'événement, cela exige un effort de créativité, du travail collectif, des débats sans tabou. Nous avons besoin de penser collectivement et besoin pour cela que chacun apporte par sa pensée propre, aussi faut-il animer l'appel à contributions que nous lançons pour engranger beaucoup de matière et faire travailler efficacement nos commissions. ✪

A l'issue du débat, les commissions chargées de la préparation du Congrès sont élues à l'unanimité moins 6 abstentions. ✪

LES COMMISSIONS DU CONGRÈS

Commission des candidatures
Présidée par : Jacques Chabalière
Pierric Annot, Cathy Apourceau, Thierry Aury, Pascal Bagnarol, Lydie Benoist, Corinne Cadays, Olivier Dartigolles, Sophie Celton, Laurence Cohen, Brigitte Gonthier-Maurin, Eric Jalade, Michel Laurent, Jean-Louis Le Moing, Danièle Lebaill, Martine Perez, Igor Zamichiei, plus un représentant par fédération.

Commission des statuts
Présidée par : Isabelle De Almeida
François Auguste, Marc Brynhole, Gisèle Cailloux, Jean-Louis Frostin, Martine Gayraud, Jean-Vincent Koster, Emilie Lecroq, Laurent Perea, Mireille Pernot, Denis Rondepierre, Catherine Vieu-Charrier.

Commission chargée de l'élaboration du projet de base commune
Rapporteur : Pierre Dharréville
Dominique Adenot, Eliane Assassi, Caroline Bardot, Denis Durand, Nicole Borvo, Hervé Bramy, Céline Brulin, Marie-George Buffet, Marie-Christine Burricand, André Chassaingne, Patrice Cohen-Seat, Yves Dimicoli, Cécile Dumas, Jacques Fath, Nelly Fatton, Elsa Faucillon, Elisabeth Gauhier, Frédérick Genevée, Jean-Luc Gibelin, Alain Hayot, Pascal Joly, Jean-Jacques Karman, Isabelle Lorand, Christine Mendelsohn, Julie Meunier, Alain Obadia, Francis Parny, Marion Guénot, Guillaume Quashi-Vaclin, Gilles Ravache, Fabien Roussel, Marine Roussillon, Pascal Salvodelli, Nadine Savary, Emeryc Sesseau, Marie-Pierre Vieu, Marie-France Vieu-Marcaud, Henriette Zoughebi, Bozena Wojcechwski.

Commission de transparence des débats
Présidée par : Fabienne Haloui
Emmanuel Dang-Tran, Julien Ibora, Fabien Guillot-Bataille, Bob Injey, Yann Le Polotec, Martine Louaire, Raphaëlle Primet, Véronique Sandoval, Dominique Satge. ✪

SOUSCRIPTION

Je verse : euros

Nom : Prénom :

Adresse :

Ville Code postal

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien • 75167 Paris Cedex 19

www.pcf.fr/souscrire

Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.

Ont collaboré à ce numéro :

Obey Ament, Claire Chastain, Marine Malberg, Frédéric Rauch, Jean Youdom.
Secrétariat : **Monique Renault, Marianne Parmigiani.**